

# PREFECTURE D'EURE ET LOIR

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET  
DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de l'Urbanisme  
et de l'Environnement

ARRETE D'AUTORISATION  
M. Christian MAISONS  
Exploitation d'un ELEVAGE AVICOLE  
à "Le Boulay Sauveloup" commune de  
MAILLEBOIS

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

## ARRETE N° 632

Vu la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976, relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié pris pour l'application de la dite loi ;

Vu les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs imposées par le titre III du livre II du Code de Travail et les règlements d'administration publique s'y rapportant ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter un élevage avicole de 57 600 poulets de chair en présence simultanée, à "Le Boulay Sauveloup" commune de MAILLEBOIS présentée par M. Christian MAISONS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1996 prescrivant sur la dite demande une enquête publique s'est déroulée en mairie de MAILLEBOIS du 9 décembre 1996 au 9 janvier 1997. Les communes de LOUVILLIERS LES PERCHES et de LE MESNIL THOMAS étant situées dans le rayon d'affichage ou concernées par le plan d'épandage ;

Vu l'ensemble des pièces et documents annexés au dossier d'enquête ;

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Vu les avis émis par les Conseils Municipaux des communes concernées ;

Vu l'avis émis par les services consultés

Vu le rapport établi par l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 10 avril 1997 ;

Considérant que l'activité en cause est soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature des installations classées ;

Sur proposition de Madame le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE :

## CHAPITRE I - LOCALISATION

Article 1 : M. MAISONS est autorisé à exploiter un cheptel avicole de 57 600 poulets de chair au lieudit "le Boulay Sauveloup" commune de MAILLEBOIS.

Article 2 : Pour la conduite de cet élevage, il devra se conformer aux prescriptions suivantes :

1°) L'installation sera située, installée et exploitée conformément aux plans et au dossier joint à la demande d'autorisation d'ouverture, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation

2°) Le bâtiment d'élevage et les installations de stockage des déjections, et toute installation destinée à l'hébergement des animaux sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.
- à au moins 100 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable des collectivités ;
- à au moins 35 mètres des berges des cours d'eau, des puits et forages des sources dont les eaux sont destinées à l'arrosage des cultures maraîchères ou à l'usage des particuliers

## CHAPITRE II : REGLES D'AMENAGEMENT

Article 3 : Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Article 4 : Un compteur d'eau volumétrique et un clapet anti-retour sont installés sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Article 5 : Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduares et aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier (puisards exclus).

Article 6 : Le stockage des fumiers sera réalisé conformément aux dispositions de l'article 2 et à au moins 100 mètres des prairies naturelles.

Article 7 : Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés dans un local clos réservé à cet usage ou en silo.

## CHAPITRE III : REGLES D'EXPLOITATION

Article 8 : Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

\* pour la période allant de 6 h à 22 h

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 min.	10
20 min < T < 45 min	9
45 min < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

\* pour la période allant de 22 h à 6 h

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc..) de ces mêmes locaux.
- les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).
- l'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 9 : Les bâtiments sont convenablement ventilés.

Toutes mesures efficaces, sont prises pour limiter les émissions d'odeurs.

Article 10 : Les effluents et les déjections solides sont traités par épandage sur des terres agricole et dans les conditions prévues aux articles 12, 13 et 14.

Article 11 : Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Article 12 : L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation de tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est suivi d'un enfouissement sous 24 heures.

L'épandage des fumiers est interdit les samedis, dimanches et jours fériés.

A l'issue d'un stockage de deux mois dans l'installation, les fumiers compact pailleux et les fientes supérieures à 65 % de Matière Sèche peuvent être stockés sur la parcelle d'épandage dans les conditions définies ci-dessous.

Le stockage est situé à

- au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme).
- au moins 150 mètres des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités,
- au moins 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des particuliers,
- au moins 35 mètres des berges des cours d'eau,
- au moins 200 mètres des lieux de baignade,
- au moins 500 mètres des piscicultures sauf dérogation liée à la topographie,
- au moins 5 mètres des voies de communication,

Le stockage est accessible par tous les temps.

Le dépôt temporaire et de courte durée sur la parcelle d'épandage avant dispersion n'est pas concerné par les dispositions de cet article.

Article 13 : Les effluents et les déjections solides de l'élevage avicole sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après :

1) Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les parcelles faisant l'objet d'un épandage (cf. la liste en annexe), tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kg/ha/an.
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an.
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandus y compris par les animaux eux-mêmes sera limité à 210 kg/ha/an au 1er janvier 1999 et à 170 kg/ha/an au 1er janvier 2003.

Les parcelles retenues sont celles annexées au présent arrêté, l'exploitant déclare au préfet toutes modifications du plan d'épandage,

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

2) l'épandage est interdit :

- à moins de 100 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers.
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;

3) un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées

Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;

- la nature des cultures ;

- le délai d'enfouissement ;

Article 14 : Les effluents et les déjections provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur un site spécialisé autorisé au titre de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

Article 15 : L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

L'exploitant luttera contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 16 : Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Ils sont stockés, en attente de leur enlèvement, dans une enceinte à température négative. Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

Article 17 : Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C15 100 relatives aux locaux humides et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les 3 ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ;

Article 18 : M. MAISONS devra :

- répartir dans l'ensemble de l'installation des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.
- construire un chemin pour accéder à la réserve incendie (mare), qui devra avoir une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup> en tous temps.
- aménager une plate forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante.
- créer une porte d'accès à mi-longueur sur chaque bâtiment.
- installer une défense incendie adaptée aux risques après contact et avec l'accord du centre de secours principal de Chartres.
- afficher clairement le numéro d'appel du CODIS (le 18).

Article 19 : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ou de nuisance (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Article 20 : M. MAISONS devra se conformer aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs imposées par les articles du Livre II du Code du Travail et aux règlements d'administration publique pris en application.

Sur leur demande, tous les renseignements utiles leur seront donnés par l'Inspecteur du Travail pour l'application de ces règlements.

Article 21 : Toute nouvelle extension des installations quelle qu'en serait l'importance devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans les formes prévues par l'article 10 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

Article 22 : Le bénéficiaire de la présente autorisation pourra contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique.

Il pourra également saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers, que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 23 : Le présent arrêté sera notifié aux pétitionnaires par la voie administrative. Ampliations en seront adressées :

- à M. l'Inspecteur des Installations Classées, à MM. les Maires de MAILLEBOIS, LOUVILLIERS LES PERCHE et LE MESNIL THOMAS.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation sera soumise, sera aux frais de M MAISONS inséré par les soins du Préfet dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché par la diligence de M. le Maire pendant une durée de un mois à la mairie de MAILLEBOIS, qui devra justifier au Préfet de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en outre par le pétitionnaire dans son établissement.

Article 24 : Mme le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Maire de MAILLEBOIS, l'Inspecteur des Installations Classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le -7 MAI 199

LE PREFET,  
Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

  
Hélène BERNARD

Le fumier sera épandu sur les parcelles de l'exploitation conformément au tableau ci-dessous :

Section	N°	Lieudit	Statut Juridique	Superficie totale	Observations	Superficie d'épandage avec enfouis- sement	Surface d'épandage
Commune de Louvilliers les Perches							
ZD	10	Le Bois Thiboust	fermage	31 ha 55 a		0 ha	31 ha 55 a
ZD	46	Le Boulai	fermage	1 ha 28 a		0 ha	1 ha 28 a
ZD	47	Le Boulai	fermage	1 ha 36 a		0 ha	1 ha 36 a
Commune de Maillebois							
ZO	30	La Tuilerie	fermage	5 ha 72 a		0 ha	5 ha 72 a
ZO	32	La Tuilerie	fermage	0 ha 34 a		0 ha	0 ha 34 a
ZP	4	Le Clos Lambert	fermage	8 ha 22 a		0 ha	8 ha 22 a
ZP	9	Le Clos Lambert	fermage	0 ha 80 a		0 ha	0 ha 80 a
ZP	18	Le Clos Lambert	fermage	2 ha 39 a		0 ha	2 ha 39 a
ZP	24	Le Clos Lambert	fermage	8 ha 13 a		0 ha	8 ha 13 a
ZP	25	Le Clos Lambert	fermage	1 ha 70 a		0 ha	1 ha 70 a
ZP	26	Le Clos Lambert	fermage	0 ha 79 a	épandage interdit à moins de 50 mètres du puits soit 0 ha 40 a	0 ha	0 ha 39 a
ZP	31	Le Boulay	Propriét.	1 ha 69 a	épandage interdit autour des bâti- ments soit 1 ha 15 a	0 ha	0 ha 54 a
ZP	32	Le Boulay	fermage	19 ha 14 a		0 ha	19 ha 14 a
ZR	1	Le Gord	fermage	3 ha 81 a	épandage interdit à moins de 50 mètres du puits soit 0 ha 03 a	0 ha	3 ha 78 a
ZR	16	Le Gord	fermage	0 ha 13 a	épandage interdit à moins de 50 mètres du puits soit 0 ha 03 a	0 ha	0 ha 10 a
TOTAL :				87 ha 05 a			85 ha 44 a